



Opposés au futur CHU,

POLÉMIQUE. Plusieurs organisations politiques et syndicales demandent un moratoire de trois à six mois et dénoncent les rétorsions à l'encontre des personnels qui osent s'opposer au projet.

C'est une première mais l'enjeu est tel que huit organisations (*) aux colorations politiques les plus variées n'ont pas hésité à se rassembler autour d'une table, ce mardi 13 octobre, pour montrer combien le futur CHU sur l'île de Nantes ne répond pas aux besoins de la population. Mais au-delà, elles dénoncent la chape de plomb pesant sur le personnel hospitalier, les médecins et plus globalement contre toute personne qui ose dire son opposition.

Une chape de plomb sur le personnel hospitalier qui ne peut parler

« Dire que le corps médical soutient ce projet à l'unanimité est complètement faux. Les médecins encore en place dans l'établissement qui y sont opposés n'en parlent pas sinon ils peuvent faire un trait sur leur évolution de carrière, tout comme sur les moyens pour leur service. C'est l'omerta. C'est la Commission médicale d'établissement (CME) qui ne représente qu'une petite cinquantaine de médecins qui s'est prononcée en faveur du projet », dénonce Olivier Terrien, secrétaire général CGT du CHU de Nantes.

Le professeur Daniel Duveau, ancien directeur médical de l'Institut du thorax, se souvient : « On n'a



« Malheur au personnel du CHU qui ose s'opposer à ce projet de futur hôpital datant de 2008 », constate un syndicaliste. Photo PO-N. Bourreau

jamais eu notre mot à dire. À chaque fois que l'on voulait faire une remarque dans une réunion, c'était « boucle-la » ! On ne pouvait exprimer son opinion, y compris constructive, que dans le bureau de la direction et, j'oserais dire, en tête à tête et jamais en public. La CME est faiblement représentative du corps médical. Si

vous votiez contre, c'était terminé, vous n'aviez plus aucun espoir de progression de carrière. Des collaborateurs encore en activité ne peuvent toujours rien dire ».

« Verrouillage »

« Il y a eu un verrouillage du projet à tous les niveaux », constate le professeur Le

Mevel, ancien patron du centre anticancéreux René-Gauducheau. « Il y a eu une volonté politique d'installer le CHU sur l'île de Nantes et à partir de ce moment-là, tout a été verrouillé au niveau des instances locales, régionales et ministérielles, pour maintenir le projet en l'état. Au ministère de la Santé, on reconnaît que le projet pose des problèmes mais on s'étonne du manque de retour de la population nantaise ». Pour Olivier Terrien, la précarité des médecins et des paramédicaux ne leur permet pas de s'exprimer : « Le premier qui l'ouvre dégage. Certains comme le docteur Carton, chirurgien cardiaque, totalement opposé au projet, se sont exprimés. Lui a été délogé violemment, suspendu un an par ses pairs de la CME, avec interdiction d'exercer et totalement blanchi ensuite au plan national par le Conseil de l'ordre ».

« Même certains architectes ne veulent pas s'exprimer de peur de se voir blacklister par la métropole », souligne Bernard Le Mevel. Pour Marc Reneaume, société civile, « il y a un loup quelque part. C'est incroyable qu'avec un projet de cette envergure et des modifications aussi forte, on n'ait jamais voulu rouvrir ce dossier ».

Eric Cabanas

(*) CGT, Contribuables associés, EELV, GAELA, La France Insoumise, Nantes en commun, Parti Communiste révolutionnaire, Union de la droite et du centre.